



Mise à jour : 12 février 2016

# NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES DEMANDEURS Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles en Limousin 2015-2020 (PCAE)

## Mesure 04 - Investissements physiques du Programme de développement rural du Limousin Opérations individuelles 0411, 0412 et 0441

Cette notice d'information, à vocation pédagogique, est destinée au porteur de projet. Elle lui permet de comprendre les principales étapes de la vie administrative du dossier, les principales obligations qu'il doit respecter pour bénéficier d'une aide européenne ainsi que les pièces justificatives qu'il doit produire.

Veuillez la lire attentivement avant de remplir le dossier de demande d'aide.

**Si vous souhaitez des précisions, contactez le guichet unique, DDT (Direction départementale des territoires) de votre département, guichet unique instructeur auprès duquel vous devrez déposer votre demande.**

#### **DDT de la Corrèze**

Cité Administrative  
Place Martial Brigouleix  
BP 314  
19011 TULLE Cedex  
Tél : 05 55 21 80 26

#### **Agents en charge des dossiers :**

Opération 0411 - Isabelle BERTHUIT et Magaly ROBERT  
Isabelle BERTHUIT - Tél : 05.55.21.82.43 - Email : [isabelle.berthuit@correze.gouv.fr](mailto:isabelle.berthuit@correze.gouv.fr)  
Magaly ROBERT - Tél : 05.55.21.82.47 – Email : [magaly.robert@correze.gouv.fr](mailto:magaly.robert@correze.gouv.fr)  
Opération 0441 – Marie-Angé TERRASSOUX  
Tél : 05.55.21.83.41 – Email : [marie-ange.terrassoux@correze.gouv.fr](mailto:marie-ange.terrassoux@correze.gouv.fr)  
Opération 0412 – Nadine ROUPP  
Tél : 05.55.21.82.73 – Email : [nadine.roupp@correze.gouv.fr](mailto:nadine.roupp@correze.gouv.fr)

#### **DDT de la Creuse**

Cité administrative  
BP 147  
23003 Guéret Cedex  
Tél : 0810 01 23 23

#### **Agents en charge des dossiers :**

Séverine SELLIER - Service d'Economie Agricole  
Email : [severine.sellier@creuse.gouv.fr](mailto:severine.sellier@creuse.gouv.fr)  
Stéphane FOURGEAUD - Service d'Economie Agricole  
Email : [stephane.fourgeaud@creuse.gouv.fr](mailto:stephane.fourgeaud@creuse.gouv.fr)

#### **DDT de la Haute-Vienne**

Immeuble PASTEL  
22, rue des Pénitents Blancs  
CS 43217  
87032 Limoges Cedex 1  
Tél : 05 55 12 90 00

#### **Agents en charge des dossiers :**

Daphnée PSAILA  
Tél : 05.55.12.90.96 – Email : [daphnee.psaila@haute-vienne.gouv.fr](mailto:daphnee.psaila@haute-vienne.gouv.fr)  
Hélène DUVAL  
Tél : 05.55.12.90.95 – Email : [helene.duval@haute-vienne.gouv.fr](mailto:helene.duval@haute-vienne.gouv.fr)  
Annie NARDEAU  
Tél : 05.55.12.90.78 – Email : [annie.nardeau@haute-vienne.gouv.fr](mailto:annie.nardeau@haute-vienne.gouv.fr)

## SOMMAIRE DE LA NOTICE

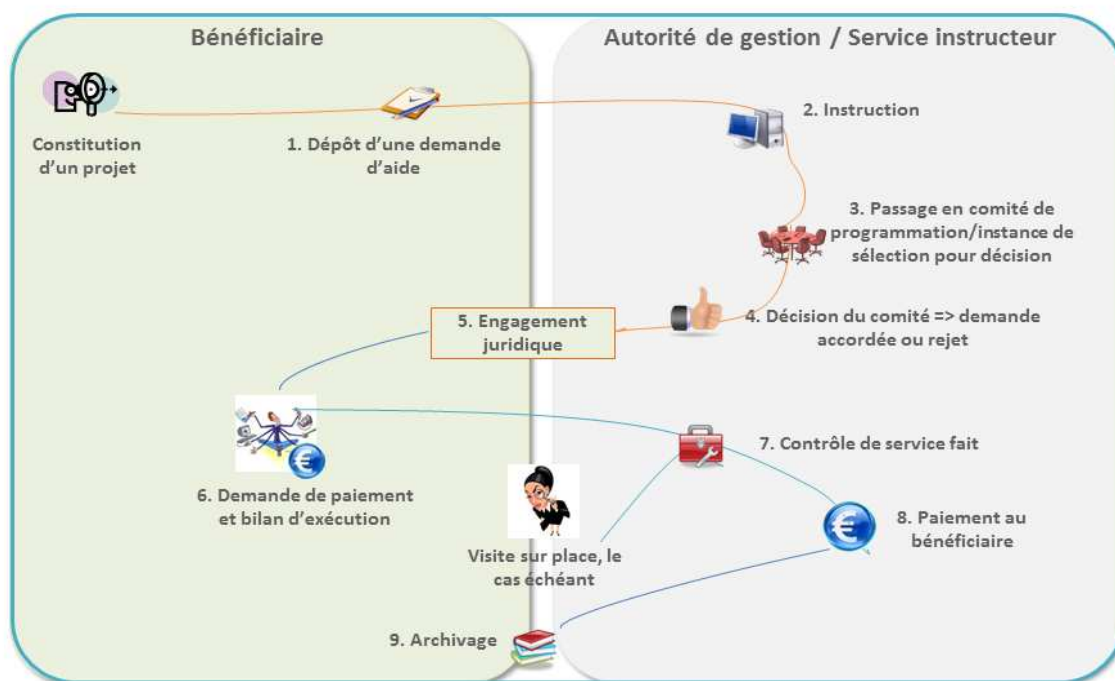
Présentation du FEADER, du Programme de développement rural du Limousin et de ses objectifs .....	4
Principales étapes de la vie administrative d'un dossier de demande d'aide européenne .....	4
1. CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANTS DE LA SUBVENTION.....	5
1.1 Qui peut demander une subvention ? .....	5
1.2 Quelle est la situation de votre exploitation au regard de la mise aux normes liées à la gestion des effluents ? .....	7
1.3 Critères spécifiques liés à la mise aux normes : .....	7
1.4 Quels investissements éligibles ? .....	8
1.3.1 – Investissements éligibles à l'Opération O0411 : Modernisation et diversification des exploitations agricoles .....	8
1.3.2 – Investissements éligibles à l'Opération O0412 : Maîtrise des énergies .....	10
1.3.3 – Investissements éligibles à l'Opération O0441 – Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques .....	12
1.4 Quelle articulation avec les autres dispositifs ? .....	13
1.5 Les montants de la subvention .....	13
1.6 Publicité des financeurs publics .....	15
1.7 Rappel de vos engagements .....	15
1.8 Points de contrôle du respect des normes minimales .....	15
2. FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION.....	17
2.1 Demande .....	17
2.2 Critères de sélection.....	18
2.3 Rappel des délais .....	18
2.4 Versement de la subvention .....	19
3. LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES SI VOUS NE RESPECTEZ PAS VOS ENGAGEMENTS .....	19
3.1 Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements.....	19
3.2 Sanctions prévues.....	20
3.3 Cession.....	20

## PRESENTATION DU FEADER, DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DU LIMOUSIN ET DE SES OBJECTIFS

Pour plus d'information, consultez le lien suivant :

[HTTP://WWW.EUROPEENLIMOUSIN.FR/LEUROPE-EN-LIMOUSIN-LA-STRATEGIE-REGIONALE/LA-STRATEGIE-REGIONALE-LE-PROGRAMME-2014-2020/](http://www.europeenlimousin.fr/leurope-en-limousin-la-strategie-regionale/la-strategie-regionale-le-programme-2014-2020/)

## PRINCIPALES ETAPES DE LA VIE ADMINISTRATIVE D'UN DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE EUROPEENNE



\* Point 4 :

Décision du Comité = décision de l'Assemblée délibérante pour le FEDER et le FSE et arrêté du Président de Région pour le FEADER

# Programme de compétitivité et d'adaptations des exploitations agricoles 2015

## Opérations individuelles 0411, 0412 et 0441

Une subvention, cofinancée par l'Union européenne via le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), peut être accordée pour :

### Opération 0411 : Modernisation et diversification

- Favoriser le franchissement de cap par les exploitations agricoles c'est-à-dire leur apporter un soutien dans le cadre d'une évolution significative de leur activité, soit sur les aspects main d'œuvre (installation d'un jeune, entrée d'un associé, emploi d'un salarié...), soit sur les productions en elles-mêmes (nouvelle production, conversion à l'agriculture biologique, développement d'une production existante ou d'une énergie renouvelable, etc.),
- Augmenter la valeur ajoutée sur le territoire à partir des ressources et des productions locales,
- Aider à l'installation agricole et à la transmission des exploitations,
- Valoriser les ressources locales dans l'économie agroalimentaire,
- Soutenir le développement des productions de qualité et de nouveaux produits.

### Opération 0412 : Maîtrise de l'énergie

- Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments,
- Limiter la consommation des énergies fossiles dans les pratiques agricoles.

### Opération 0441 : Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

- Restaurer et maintenir la qualité des paysages et des milieux naturels et agricoles,
- Favoriser les continuités écologiques (Trame verte et bleue - TVB),
- Restaurer et maintenir la qualité des milieux aquatiques et des cours d'eau,
- Encourager les pratiques agro écologiques.

**Les demandes sont présentées dans le cadre d'un appel à projet annuel garantissant la transparence des décisions relatives à la subvention sollicitée.** Les conditions de mise en œuvre de l'appel à projet sont fixées chaque début d'année et consultable sur le site de la Région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes ([www.laregion-alpc.fr](http://www.laregion-alpc.fr)), sur le site dédié aux fonds européens ([www.europeenlimousin.fr](http://www.europeenlimousin.fr)) et sur le site de la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://draaf.aquitaine-limousin-poitou-charentes.agriculture.gouv.fr/>).

Les dossiers sont analysés selon le type de projet et le type de demandeur et classés selon des critères de performances économiques, environnementales ou sociales.

Les subventions seront accordées dans la limite des crédits de la Région Limousin ou de ceux alloués au Préfet de la région Limousin par le Ministère chargé de l'agriculture pour les crédits de l'Etat et des autres financeurs le cas échéant (Agences de l'eau, Départements). Selon le niveau de priorité des dossiers et selon le rang de classement obtenu, soit les demandeurs reçoivent une décision d'attribution, soit une décision défavorable. En cas de rejet de leur demande, les bénéficiaires ont la possibilité de la renouveler ou de revoir leur projet dans le cadre d'un nouvel appel à projet. Attention toutefois, car les dépenses engagées avant la date de dépôt du dossier dans le cadre de l'appel à projet suivant ne pourront être prises en compte dans le nouveau dossier de demande.

## 1. CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANTS DE LA SUBVENTION

### 1.1 Qui peut demander une subvention ?

## Bénéficiaires éligibles

Sont éligibles **aux opérations 00411, 00412 et 00441** :

1. Les agriculteurs :

- agriculteurs personnes physiques ;
- agriculteurs personnes morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SARL, SCEA) ;
- établissements d'enseignement agricole et de recherche agricole exerçant une activité agricole ;
- associations sans but lucratif, fondations et entreprises agréées entreprises solidaires exerçant une activité agricole.

2. Les groupements d'agriculteurs :

- toute forme juridique collective (y compris les coopératives agricoles) dans laquelle les exploitants agricoles détiennent la totalité des parts sociales

**Ne sont pas éligibles aux opérations 00411, 00412 et 00441** :

- les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (**CUMA**),
- les sociétés en participation, les sociétés de fait, les indivisions, les sociétés d'actions simplifiées

## Conditions d'éligibilité

**Sont éligibles les demandeurs qui répondent aux conditions suivantes :**

- le siège social de l'exploitation agricole doit être situé en Limousin pour les opérations 0411, 0412 et 0441,
- pour l'opération 0441, le projet doit être réalisé en Limousin et se situer sur une zone sensible à forts enjeux environnementaux
- pour les exploitations de plus de 76 300 € de chiffres d'affaires, la moyenne des revenus disponibles sur les 3 derniers exercices comptables clôturés ou sur le prévisionnel pour les jeunes installés, ne doit pas dépasser le seuil de 3 SMIC net/UTH (unité de travail humain) familiale,
- être à jour des contributions sociales et fiscales (y compris la redevance des agences de l'eau) sauf accord d'étalement,

**Au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de votre demande, vous devez** (au moins un associé exploitant en cas d'exploitation sociétaire) :

- être âgé d'au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge légal de la retraite,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal lié à la législation relative à l'activité dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de votre demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux.

Sont considérés comme **Jeunes agriculteurs (JA)**, les candidats ayant moins de 40 ans au moment de la demande et ayant obtenu la Dotation d'Installation aux Jeunes Agriculteurs (DJA) depuis moins de 5 ans, en tant que chef d'exploitation à titre principal ou secondaire. Pour bénéficier des majorations JA, le dépôt de dossier complet doit intervenir dans un délai de moins de 5 ans après la date d'installation (certificat de conformité) et le demandeur doit avoir moins de 40 ans au moment du dépôt du dossier complet auprès de la DDT. Pour les JA ayant dépassé la limite d'âge de 40 ans, c'est la majoration nouvel installé qui s'applique (10%).

Sont considérés comme « **nouvel installé hors DJA** » (NI) les candidats n'ayant pas obtenu la Dotation d'Installation aux Jeunes Agriculteurs (DJA) ou ne pouvant y prétendre, dont l'âge se situe entre 20 ans et 50 ans s'installant en qualité de chef d'exploitation à titre principal et qui :

- ont obtenu un diplôme agricole ou équestre au moins égal au BPA (niveau 5),
- ou justifient d'une pratique agricole de 5 ans (pouvant être justifiée par l'inscription à la Mutualité Sociale Agricole comme cotisant à l'assurance vieillesse agricole, la double activité et les activités para agricoles étant comptabilisées à mi-temps),
- ou présentent au moment du dépôt du dossier un diagnostic de compétence (accueil - positionnement) réalisé par un centre de formation agricole (CFPPA) ou un centre de formation continue agricole et s'engagent à suivre, en vue d'une validation, le parcours de formation préconisé en fonction du projet d'installation.

## 1.2 Quelle est la situation de votre exploitation au regard de la mise aux normes liées à la gestion des effluents ?

---

**En dehors des zones vulnérables, vous devez disposer des capacités de stockage de 3 mois** si votre exploitation relève du **Règlement sanitaire départemental (RSD)** ou de **4 mois** si elle relève des **Installations classées pour l'environnement (ICPE)** ou correspondant à un arrêté préfectoral plus contraignant le cas échéant.

**Par ailleurs, si les normes sont modifiées au cours de la réalisation du PCAE, l'exploitation devra obligatoirement être en conformité avec ces nouvelles normes si les travaux sont réceptionnés après l'échéance des délais de mise en conformité prévus par la nouvelle réglementation.**

## 1.3 Critères spécifiques liés à la mise aux normes :

---

**Le PCAE aide à accompagner la mise aux normes (pour les investissements relatifs à des mises aux normes dans les conditions prévues aux paragraphes 5 et 6 de l'article 17 du R(UE) n° 1305/2013) :**

- Mise aux normes des capacités de stockage des effluents d'élevage sur les zones vulnérables
- Gestion des effluents d'élevage
- Mise aux normes des bâtiments d'élevage

## 1.4 Quels investissements éligibles ?

---

Attention, pour être éligibles, les investissements ne doivent pas avoir débuté avant la date inscrite sur l'attestation de recevabilité du dossier au titre du PCAE définie par le Guichet Unique Service Instructeur (DDT).

Les classes d'investissements potentiellement éligibles aux 4 priorités du PCAE sont précisées ci-dessous.

### 1.3.1 – Investissements éligibles à l'Opération O0411 : Modernisation et diversification des exploitations agricoles

#### Investissements éligibles

---

- les travaux de construction d'un bâtiment, d'extension ou de rénovation d'un bâtiment existant y compris tunnels et serres ;
- les matériels et équipements fixes pour le logement, la contention, l'alimentation ou l'abreuvement des animaux ;
- les travaux et les équipements fixes pour le stockage d'aliments et de fourrages des élevages ;
- les travaux et les équipements fixes pour les salles de traite ;
- les travaux de mises aux normes rendus nécessaires par de nouvelles exigences conformément aux paragraphes 5<sup>1</sup> et 6<sup>2</sup> de l'article 17 du règlement 1305/2013 en particulier dans les communes venant à être classées en zone vulnérable ;
- les travaux et équipements fixes pour la gestion, le stockage et le traitement des effluents d'élevage ;
- les matériels et équipements pour la création, la rénovation ou l'extension d'un atelier de transformation de produits agricoles à la ferme et pour la vente de produits agricoles de la ferme ;
- les travaux et équipements pour la création, la rénovation ou l'extension d'ateliers de production agricole diversifiante pour la région (hors bovins, ovins et grandes cultures) ;
- les travaux et équipements dédiés à la production et répondant à l'objectif de préservation de l'environnement naturel, de protection et du maintien de la biodiversité ;
- les frais généraux\* : frais de maîtrise d'œuvre (honoraires d'architectes, rémunérations d'ingénieurs, de techniciens et de consultants), diagnostics et études de faisabilité technique liés aux investissements.

#### Précisions sur l'autoconstruction :

L'autoconstruction est éligible à condition que les travaux ne présentent pas un risque pour l'agriculteur, son exploitation et l'environnement.

L'autoconstruction prend en compte le coût des matériaux et de location du matériel nécessaire et le temps de travail affecté à leur mise en œuvre par l'agriculteur. La valeur du travail est déterminée, sur la base du temps consacré et justifié, en application du montant brut du SMIC horaire.

Le demandeur doit ainsi déclarer le nombre d'heures estimées dans le formulaire de demande d'aide au dépôt de dossier et devra justifier du nombre d'heures réalisées à la demande de paiement, au moyen d'un tableau de suivi précis (jours, dates, nombres d'heures consacrées aux travaux) remis au moment du conventionnement.

---

<sup>1</sup> Les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chefs d'exploitation peuvent se voir accorder une aide pour les investissements réalisés en vue de se conformer aux normes de l'Union applicables à la production agricole, y compris les normes de sécurité au travail. Cette aide peut être apportée pour un maximum de 24 mois à compter de la date de l'installation.

<sup>2</sup> Lorsque le droit de l'Union impose de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pour un maximum de 12 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation agricole.



Pour justifier son choix de l'autoconstruction, il est souhaitable qu'il produise au moins un devis d'entreprise pour les travaux en question ou une référence à des barèmes existants ou de coûts simplifiés, s'ils existent. Le guichet unique instructeur apprécie le coût raisonnable des travaux.

\*On entend par frais de maîtrise d'œuvre : la conception du bâtiment (plan, frais d'architecte), la maîtrise d'œuvre du bâtiment (conformité technique, suivi du chantier, conduite des travaux), la conception d'un projet de gestion des effluents d'élevage et sa maîtrise d'œuvre, la conception d'un projet d'insertion paysagère des bâtiments... **Ces frais généraux sont éligibles dans la limite de 10% du montant des dépenses éligibles plafonnées du projet.**

### Liste indicative des investissements éligibles par catégorie

---

- le terrassement, les divers réseaux,
- l'ossature, la charpente, la toiture, le bardage,
- les tunnels destinés au logement des animaux,
- les aires d'attente et d'exercice pour les animaux, ainsi que leurs couvertures,
- les équipements visant à une amélioration des conditions sanitaires d'élevage et de surveillance : filets brise-vent, aération, ventilation, télésurveillance,...
- les équipements visant à l'amélioration des conditions de manipulation des animaux et de la qualité : équipements de contention, de tri, de pesée,
- les aménagements et équipements fixes intérieurs : logettes, cornadis, équipements de distribution de l'alimentation, barrières.

*Pour être éligibles, tous les bâtiments et tous les ouvrages de stockage des effluents doivent bénéficier d'une garantie décennale, à l'exception des cas suivants : tunnels, stockage en poche à lisier, dans ces deux cas, la garantie décennale est remplacée par une garantie fabricant de même durée.*

- les équipements liés à la mise en place d'un nouvel atelier de production,
- les équipements en matériels spécifiques rendus nécessaires par une conversion à l'Agriculture biologique (ex : herse étrille, bineuse,...)
- les équipements spécifiques du pulvérisateur (équipements permettant de contrôler la pulvérisation des produits phytosanitaires, hors pulvérisateur),
- les investissements liés à la mise aux normes des bâtiments et de gestion des effluents (ex : filtre à roseaux)
- les investissements liés à la mise aux normes des bâtiments et de gestion des effluents (ex : filtre à roseaux),
- les équipements d'économie d'énergie dans les serres existantes,
- les plantations et rénovations des vergers,
- les matériels de cultures spécialisées,
- la construction et l'aménagement pour le stockage et la conservation en chambre froide de productions végétales,
- les bâtiments de type chais,
- les bâtiments, matériels et équipements spécialisés, tunnels,...
- la création ou la rénovation d'ateliers de transformation (salle d'abattage, de découpe...), de conditionnement, de stérilisation et de stockage en chambre froide des produits de la ferme ou de fabrique d'aliments à la ferme,
- les investissements liés à la transformation de productions animales et à leur commercialisation.

### Investissements inéligibles

---

- les investissements destinés au stockage de matériels agricoles : les hangars à matériels, les entrepôts,
- les investissements qui ne poursuivent aucun des objectifs fixés au plan, en particulier ceux qui concernent des opérations **d'entretien, de renouvellement ou de remplacement à l'identique,**

- les bâtiments, les matériels ou les équipements **d'occasion**, l'achat de bâtiments existants,
- les bâtiments ou les équipements en copropriété, les locaux commerciaux, les matériels et équipements non associé à un projet de construction ou de rénovation,
- l'achat de cheptel animal,
- les matériels de traction et autres investissements finançables dans le cadre des CUMA (notamment tracteur, moissonneuse-batteuse, ensileuse),
- Tout investissement immatériel autre que ceux cités précédemment, en particulier **les frais relatifs au montage du dossier**,
- **Les investissements directement liés à l'application d'une norme minimale** dans les domaines de l'hygiène, du bien être animal et de l'environnement. Néanmoins, en application du Règlement (CE) n° 1305/2013, un soutien peut être apporté :
  - aux agriculteurs, en application de l'article 17 paragraphe 6 du R(UE) 1305/2013, pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à de nouvelles exigences pour un maximum de 12 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation agricole ;
  - aux jeunes agriculteurs, bénéficiant de l'aide prévue à l'article 17 paragraphe 5 du R(UE) 1305/2013, pour les investissements réalisés en vue de se conformer aux normes de l'Union applicables à la production agricole. Cette aide peut être apportée pour un maximum de 24 mois à compter de la date de sélection.
- **l'autoconstruction qui comporterait un risque pour le bénéficiaire, pour son exploitation ou pour l'environnement.** Aussi les travaux suivants doivent obligatoirement être réalisés par une entreprise pour être éligibles à l'aide : couverture et charpente, électricité, ouvrages de stockage (fosses et fumières) et de traitement des effluents ;
- les contributions en nature et biens fournis à titre gracieux ;
- les investissements de production d'énergie renouvelable.

### 1.3.2 – Investissements éligibles à l'Opération 00412 : Maîtrise des énergies

#### Investissements éligibles

- les investissements matériels et immatériels visant à réduire la consommation énergétique des équipements, matériels et locaux de l'exploitation agricole ou à limiter la consommation des énergies fossiles (par exemple pour les investissements matériels des dépenses d'isolation, de ventilation ou d'achat de chaudières et pour les investissements immatériels achat de logiciels spécifiques pour les équipements de régulation),
- les diagnostics énergétiques liés à l'investissement permettant d'avoir une approche globale sur l'énergie dans l'exploitation,
- les frais généraux dans la limite de 10% des dépenses éligibles plafonnées du projet (honoraires d'architectes, rémunérations d'ingénieurs et de consultants, études de faisabilité et autres études techniques préalables à la conception de bâtiments),
- les frais de mise en service des équipements financés dans le cadre du projet.

L'**autoconstruction** est éligible sous certaines conditions pour tous les travaux qui ne présentent pas un risque pour l'agriculteur, son exploitation et l'environnement. Pour des raisons de sécurité et de garantie décennale, n'est pas prise en charge l'autoconstruction relative aux travaux comportant un risque pour l'éleveur, son exploitation ou l'environnement. Aussi les travaux suivants doivent obligatoirement être réalisés par une entreprise pour être éligibles à l'aide : couverture et charpente, électricité, ouvrages de stockage (fosses et fumières) et de traitement des effluents;

Les investissements doivent permettre la diminution de la consommation d'énergie dans les exploitations ou la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les projets doivent respecter les normes minimales en vigueur relatives à l'environnement.

## Liste indicative des investissements éligibles par catégorie

---

1. Poste Bloc traite
    1. a. Récupérateur de chaleur sur tank à lait pour la production d'eau chaude sanitaire (ECS)
    1. b. Pré-refroidisseur de lait
    1. c. Pompe à vide de la machine à traire avec ses équipements liés à l'économie d'énergie (variation de vitesse)
  2. Matériaux, équipements et matériels pour l'installation d'un chauffe-eau solaire thermique pour la production d'eau chaude sanitaire (ECS) liée à l'exploitation
  3. Éclairage spécifique : détecteurs de présence, contrôle photosensible, démarreur électronique
  4. a. Échangeurs thermiques du type air – sol (puits canadien)
  4. b. Echangeurs thermiques du type air-air ou VMC double flux
  5. a. Système de régulation lié au chauffage et/ou à la ventilation des bâtiments (hors serres)
  5. b. Système de régulation lié au séchage et à la ventilation des productions végétales (hors serres)
  6. Équipements liés à un local de production et d'utilisation d'énergie renouvelable destinée au séchage en grange des fourrages : gaine de récupération d'air chaud, panneaux isolant, ventilateurs, cellules et caillebotis, griffe, pont roulant
  7. Équipements destinés au séchage de productions végétales, hors fourrage, par une source d'énergie renouvelable (solaire thermique, biomasse...),
  8. Isolation : matériaux, équipements, matériels et aménagements pour l'isolation des locaux, des équipements et des réseaux à usage agricole
  9. Chaudière à biomasse (hors serres) y compris le silo d'alimentation de la chaudière et les systèmes d'alimentation spécifiques pour la chaudière, ainsi que les installations/matériaux pour le transport de la chaleur en aval de la chaudière à biomasse
  10. a. Pompe à chaleur (PAC) pour l'installation de chauffage et pompes à chaleur géothermique (hors serres)
  10. b. Pompe à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire (correspond aux chauffe-eau thermodynamiques)
  11. a. Photovoltaïque (hors réalisation de la toiture)
  11. b. Petit éolien
  11. c. Eolienne de prairie (pompage d'eau)
  12. a. Ventilateurs et/ou turbines et trappes motorisées des systèmes de ventilation centralisée dans les bâtiments d'élevage hors-sol disposant de plusieurs salles
  12. b. Ventilateurs économes en énergie en bâtiment d'élevage
  12. c. Niche à porcelet en maternité  
La niche est constituée d'un couvercle empêchant l'air chaud de sortir de la niche + d'une lampe infra-rouge + 1 système de contrôle par capteur)
  12. d. Chauffage localisé par plaques pour porcelets en maternité
  12. e. Radiant à allumage automatique
- Remarque :** quand l'installation bénéficie en partie à l'habitation, le montant de l'aide est calculé au prorata des besoins en énergie pour l'usage professionnel. Ce prorata est estimé par l'installateur.

## Equipements nécessitant la réalisation de diagnostic :

---

Les catégories d'investissements suivantes sont concernées par l'obligation de réalisation de diagnostic qui devra être produit au dépôt du dossier :

### 1/ Production d'énergies renouvelables

Chaudière à biomasse y compris le silo d'alimentation de la chaudière et les systèmes d'alimentation spécifiques pour la chaudière ;

Matériaux, équipements et matériels pour l'installation d'un chauffe-eau solaire thermique pour la production d'eau chaude sanitaire (ECS) ;

Pompes à chaleur y compris les pompes à chaleur dédiées à la production d'eau chaude et les pompes à chaleur géothermiques ;

Équipements liés à la production et à l'utilisation d'énergie renouvelable en site isolé et non connectable au réseau d'alimentation électrique.

### 2/ Économies d'énergie

#### 2.1) Ventilation et postes de chauffage

Échangeurs thermiques du type : i) « air-sol » ou « puits canadiens » ii) « air-air » ou VMC double-flux ;

Matériels et équipements permettant des économies d'énergie pour les postes chauffage et ventilation en bâtiment d'élevage hors sol.

#### 2.2) Isolation

Matériaux, équipements, matériels et aménagements pour l'isolation des réseaux de chauffage et de ventilation à usage agricole.

#### 2.3) Séchage des fourrages et autres productions végétales

Équipements liés à un local de production et d'utilisation d'énergie renouvelable destiné au séchage en grange des fourrages ;

Équipements destinés au séchage des productions végétales par une source d'énergie renouvelable.

Cette obligation ne concerne pas :

les investissements dont le montant total est de l'ordre de grandeur de celui du diagnostic,

les investissements d'isolation dans le neuf même lorsque des exigences de résultats relatives à l'énergie sont exprimées dans les appels à projet (ex : exigences type réglementation thermique sur les bâtiments agricoles, bâtiment BBE, etc...),

les cas où un diagnostic global de l'exploitation est réalisé préalablement à un investissement et dès lors que le cahier des charges de ce diagnostic comporte un minimum d'items sur les postes énergie-GES,

les investissements ne figurant pas sur la liste établie ci-dessus.

## Investissements non éligibles :

---

- Les contributions en nature et biens fournis à titre gracieux ;
- Les investissements de production d'énergie renouvelable (petit éolien en site non isolé, système de production de chaleur connexe à une installation photovoltaïque...) ;
- Les équipements et matériels d'occasion.

### 1.3.3 – Investissements éligibles à l'Opération O0441 – Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

## Investissements éligibles :

---

Sont éligibles les travaux ou l'acquisition de matériels pour la protection ou la mise en valeur de milieux naturels (zones humides, cours d'eau permanents ou temporaires, plan d'eau...) :

- mise en défens des bords et des berges,
- création de points d'abreuvement de substitution à un accès direct,
- équipements pour les matériels d'entretien et de restauration de milieux spécifiques (par exemple chenillettes, pneus basse pression, matériel de colmatage de drains de zone humide)

- ouvrage ou équipement en lien avec ces milieux (par exemple, petite hydraulique, systèmes de franchissement de ruisseau respectueux des milieux aquatiques) ;
- achat de clôtures pour la mise en défens de zones sensibles ;
- restauration de murets de pierres sèches, de mares ;
- implantation des haies et d'éléments arborés en cohérence avec le Schéma régional Climat Energie (SRCE).

Les contributions en nature sont éligibles à l'opération (ex : piquets faits par l'agriculteur pour la mise en défens de berges de cours d'eau).

**Pour être éligibles, les investissements doivent s'inscrire dans des démarches territoriales validées par les Agences de l'eau concernées (Loire Bretagne ou Adour Garonne) et s'accompagner d'un conseil technique.**

- o les investissements prévus dans un PAEC et permettant la mise en œuvre d'une mesure agro-environnementale et climatique (MAEC),
- o les investissements non productifs agroenvironnementaux réalisés sur les zones Natura 2000, en « zones DCE prioritaires » (exemples : aire d'alimentation de captage d'eau potable SDAGE, « masses d'eau dégradées »....) et en zones défavorisées,
- o les investissements non productifs agroenvironnementaux réalisés sur des territoires de la Cellule d'Assistance technique Zones Humides (CATZH)

### Investissements non éligibles :

L'autoconstruction n'est pas éligible à l'opération 0441.

## 1.4 Quelle articulation avec les autres dispositifs ?

La subvention accordée au titre du **PCAE n'est pas cumulable avec une autre aide publique cofinancée ou non cofinancée par l'Union européenne pour le même projet**. Cette exclusion concerne également une aide accordée sous forme de bonification d'intérêts, sauf cas des MTS-JA (prêts à moyen terme spéciaux « Installation des jeunes agriculteurs »).

## 1.5 Les montants de la subvention

La subvention pour le projet est calculée sur la base d'un montant subventionnable hors taxes.

### Les planchers et plafonds

#### Montants plancher de dépenses éligibles :

Le montant plancher est fixé à 10 000 € HT cumulés de dépenses éligibles par projet pour les opérations 0411, 0412 et 0441. Par exemple, si le projet émerge à 2 types d'opération (0411 + 0441), le montant plancher des dépenses éligibles doit être supérieur à 10 000 € HT.

En revanche, si le projet émerge uniquement au TO 0441, un plancher de 3 000 € HT de dépenses éligibles est fixé par projet.

#### Montants plafond de dépenses éligibles :

Le montant plafond des dépenses éligibles est fixé à 120 000 € HT/ UTH (main d'œuvre salariée en CDI ou non salariée) par projet. Ainsi, une exploitation justifiant de 2 UTH a un plafond de dépenses éligibles fixé à 240 000 € HT pour son projet (tout type d'opérations confondu).

Le montant de dépenses éligibles présentées sur la période 2015-2020 est limité à 300 000 € HT par exploitation. Une exploitation justifiant de 2 UTH ne pourra présenter qu'un maximum de dépenses éligibles sur l'ensemble de la période de programmation (soit plusieurs appels à projet) de 300 000 € HT.

En application de la règle de la transparence des GAEC selon les modalités définies par le décret n°2014-1515 du 15 décembre 2014, ce montant plafond de 300 000 € HT est multiplié par le nombre d'associés.

**Dans la limite des crédits disponibles**, et en cas de sélection lors de l'appel à projet, l'aide, versée sous forme de subvention en capital, pourra être attribuée dans les conditions suivantes :

### **Les taux d'aide publique :**

#### Opérations 0411 et 0412

Le taux de base de l'aide publique est de 30 % dans le cas général.

Ce taux de base peut être modulé à la hausse de :

- 15 % pour les jeunes agriculteurs, ayant bénéficié de la DJA dans les 5 dernières années précédant la demande d'aide et ayant moins de 40 ans au moment du dépôt de la demande d'aide PCAE
- 10 % pour les nouveaux installés et jeunes agriculteurs ayant bénéficié de la DJA mais ayant plus de 40 ans
- 10 % pour les investissements collectifs et les projets labellisés « groupement d'intérêt économique et environnemental »
- 10 % pour les zones défavorisées
- 15 % pour les zones de montagne

Le taux d'aide cumulé ne peut dépasser 60%.

Dans le cas particulier de travaux de mises aux normes rendus nécessaires conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article 17 du règlement 1305/2013, le taux d'aide cumulé ne peut dépasser 80%.

#### Opération 0441 :

Le taux de base de l'aide publique est de 80 %.

#### Précisions sur l'application de la majoration JA

##### 1- Exploitation individuelle :

Pour bénéficier de la majoration, le JA doit cumuler les 4 conditions suivantes :

- avoir moins de 40 ans au moment du dépôt de la demande d'aide à la modernisation,
- disposer de la capacité professionnelle agricole au moment du dépôt de la demande d'aide,
- avoir déposé sa demande d'aide à la modernisation postérieurement ou simultanément au dépôt de sa demande d'aide à l'installation, ou être considéré comme installé depuis moins de 5 ans,
- les investissements doivent s'inscrire dans le projet développement de l'exploitation agricole (cf plan d'entreprise)

##### 2- Application de la majoration JA dans une société

L'art. 2.1 du règlement UE n° 807/2014, précise comment s'applique la majoration JA : "Les États membres mettent en place et appliquent des conditions particulières pour l'accès au soutien, lorsque le jeune agriculteur tel que défini à l'article 2, paragraphe 1, point n), du règlement (UE) n°1305/2013 n'est pas établi en qualité de chef d'exploitation exclusif, quelle que soit sa forme juridique. Ces conditions doivent être équivalentes à celles qui s'appliquent à un jeune agriculteur s'établissant en qualité de chef d'exploitation exclusif."

L'art. 2.2 précise que : "Dans le cas où la demande d'aide porte sur une exploitation appartenant à une personne morale, un jeune agriculteur au sens de l'article 2, paragraphe 1, point n), du règlement (UE) n° 1305/2013 exerce un contrôle effectif et durable sur la personne morale en ce qui concerne les décisions en matière de gestion, de bénéfices et de risques financiers. Lorsque plusieurs personnes physiques, y compris les personnes qui ne sont pas de jeunes exploitants, participent au capital ou à la gestion de la personne morale, le jeune agriculteur doit être capable d'exercer ce contrôle effectif et durable, seul ou conjointement avec d'autres agriculteurs."

Pour bénéficier d'une majoration au soutien, le JA doit s'installer en qualité d'associé-exploitant non salarié d'une société et être capable d'exercer un contrôle effectif et durable, seul ou conjointement avec d'autres agriculteurs. Cette implication dans la gestion et le contrôle de la société s'apprécie en examinant les statuts de celle-ci.

L'application de la majoration JA aux personnes morales peut se faire si le JA respecte les conditions fixées précédemment et démontre qu'il exerce un contrôle "effectif et durable" sur la société. **Dans ce cas, la majoration est appliquée sur la quote-part de l'investissement correspondant au pourcentage de parts sociales détenu par le JA.**

Ex : un JA détient 20% des parts sociales d'une société. Celle-ci dépose un dossier de modernisation pour un projet d'un montant éligible de 100 000 €.

La majoration s'appliquera sur  $(100\,000 \times 20\%) = 20\,000$  €.

## 1.6 Publicité des financeurs publics

---

Le bénéficiaire d'une aide comprenant une part co-financée sur le FEADER doit apposer une information comprenant le logo européen, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Elle prendra la forme d'une plaque explicative d'une taille minimum A3 (42 x 29,7 cm) si le montant prévisionnel de son projet est supérieur à 10 000 € et d'un panneau d'une taille minimum de A1 (84 x 59,4 cm) si le montant prévisionnel de son projet est supérieur à 500 000 €.

## 1.7 Rappel de vos engagements

---

Le bénéficiaire d'une aide au titre du PCAE s'engage à :

- ☐ poursuivre son activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural et tout particulièrement son activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de l'achèvement des travaux.
- ☐ maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les matériels et constructions aidés, le cheptel correspondant et le cas échéant les agroéquipements du volet « énergie » pendant une durée de cinq ans à compter de la première date de décision d'octroi de l'aide.
- ☐ respecter les conditions minimales requises dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux applicables à l'investissement concerné.
- ☐ se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ☐ ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits -nationaux ou européens-, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet,
- ☐ ne pas solliciter de prêt bonifié pour ce même projet, à l'exception des prêts à moyen terme spéciaux attribués au titre de la mesure « Installation des jeunes agriculteurs » (MTS-JA),
- ☐ détenir, conserver, fournir, pendant dix années à compter de la demande de versement du solde des aides, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de ses engagements et de ses attestations sur l'honneur
- ☐ informer le guichet unique de toute modification (situation, raison sociale, projet ou engagements...)
- ☐ respecter les dispositions en matière de publicité
- ☐ intégrer les préconisations des chartes paysagères existantes (si le projet comporte des dépenses d'insertion paysagère éligibles)
- ☐ souscrire à des engagements sur une durée de cinq années qui seront vérifiés au moment de la demande du solde même si celle-ci intervient avant le terme des cinq ans. Cependant, les engagements pris peuvent être contrôlés par les corps de contrôle et ce, jusqu'au terme des 5 ans à compter de la date d'attribution des aides.

## 1.8 Points de contrôle du respect des normes minimales

---

Pour bénéficier des aides aux investissements, vous devez respecter les normes minimales. Par mesure de simplification, **seules les normes attachées à l'investissement sont contrôlées.**

Lors du contrôle administratif, le respect de cette règle se vérifiera par simple déclaration sur l'honneur au moment du dépôt de votre demande.

Vous devez conserver tout document permettant notamment de reconstituer le temps de travail consacré à l'opération et aux actions qui le composent et de justifier les dépenses encourues et la réalisation de l'opération. Les justificatifs correspondants à vos engagements et aux attestations sur l'honneur devront être fournis jusqu'au 31 décembre 2028.

Les contrôles sont effectués notamment sur les éléments suivants :

- **Montant total éligible de l'opération ;**
- **Respect des règles d'éligibilité des dépenses ;**
- **Justification des dépenses réalisées : justificatifs conformes, acquittés ;**
- **Respect du calendrier ;**
- **Existence des décisions des co-financeurs et des encaissements ;**
- **Respect du plan de financement conventionné ;**
- **Respect des obligations d'information et de publicité et autres obligations réglementaires ;**
- **Vérification physique de la réalité de l'opération et de la conformité des investissements le cas échéant ainsi que de leur maintien pour la durée requise par la réglementation.**

**Pour le contrôle sur place, les points de contrôle** correspondent à des exigences dans l'un des trois domaines concernés (environnement, bien-être et hygiène des animaux) et qui **peuvent être vérifiées directement par le contrôleur de l'ASP**. Les indicateurs au titre du bien-être animal correspondent en revanche à une exigence dont l'appréciation nécessite l'expertise particulière d'un corps de contrôle spécialisé.

#### **Points de contrôle :**

##### **Au titre du bien-être et de l'hygiène des animaux :**

- présence du registre d'élevage,
- présence de cases collectives pour l'élevage de veaux de boucherie de plus de 8 semaines,
- absence de systèmes d'attache et de contention des truies et des cochettes,
- cages de poules pondeuses répondant aux critères de surface,
- cages collectives pour les palmipèdes gras.

##### **Au titre de l'environnement :**

- présence d'un moyen approprié de mesures des volumes d'eau prélevés,
- déclaration ou autorisation de prélèvements de la ressource en eau,
- capacité de stockage des effluents,
- absence de fuite dans le milieu extérieur,
- présence du plan d'épandage (ICPE),
- respect des distances d'épandage (ICPE),
- vérification du respect des périodes d'interdiction d'épandage,
- en zone vulnérable, respecter les prescriptions des plans d'action national et régional de lutte contre les pollutions des eaux par les nitrates d'origine agricole.

##### **Au titre de l'hygiène et de l'environnement en cas d'atelier de transformation :**

- déclaration sur l'honneur et contrôle administratif croisé, ou pièce justificative : agrément préalable ou déclaration d'activité et dérogation à l'obligation d'agrément sanitaire (R852 et 853/2004),
- le cas échéant, contrat avec un organisme agréé de traitement ou de collecte des sous-produits (R1774/2002),
- respect de la réglementation sur les installations classées ou le RSD en matière d'environnement,
- absence de fuite ou de rejet direct dans le milieu naturel,
- en cas d'épandage des effluents, respect des dates (et vérification du cahier d'enregistrement lors du CSP)

#### **Indicateurs de contrôle au titre du bien-être des animaux :**

- absence de mauvais traitement (absence d'état de maigreur flagrant de plusieurs animaux, présence sur le site d'élevage de stocks d'aliments, absence de signes physiques constatés sur les animaux pouvant être assimilés à des actes de cruauté, visite vétérinaire effectuée,...),
- conditions de logement (place pour les animaux, aire de couchage suffisante, points d'alimentation suffisants, paillage correct des aires de couchage, ...)



## Indicateurs de contrôle de l'hygiène des ateliers de transformation :

- conditions d'exercice de l'activité (état général du local)

## 2. FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

### 2.1 Demande

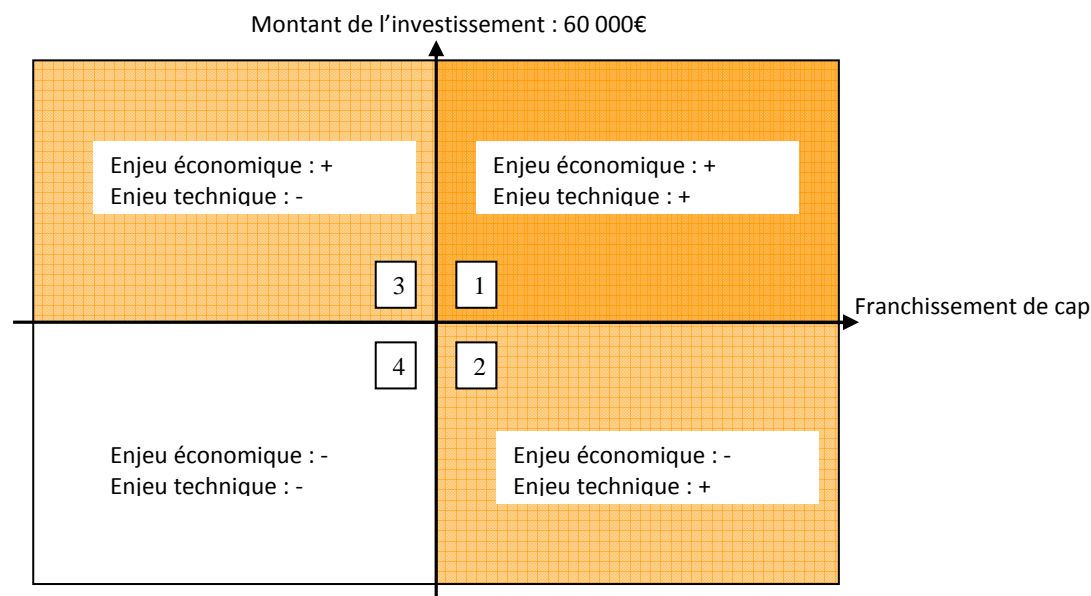
Un **formulaire unique de demande de subvention au titre du plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles est à déposer au guichet unique** du département dans lequel se situe le siège de l'exploitation, quel que soit le (ou les) financeur(s), c'est à dire la DDT dont vous dépendez habituellement.

La liste des pièces à fournir est indiquée aux dernières pages du formulaire. Toutes ces pièces doivent impérativement être à la disposition du guichet unique afin qu'il puisse procéder à l'examen et à l'instruction de votre demande et que celle-ci puisse entrer dans l'appel à candidatures. Sous réserve de leur validité, vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique.

Le formulaire est accompagné d'annexes correspondant aux opérations mobilisant du FEADER pour le financement de votre projet. **Il est impératif que vous complétiez la (ou les) annexe(s) qui convient (nnent), en fonction de la nature des investissements qui constituent votre projet.**

Le formulaire et son (ses) annexes (s) doit en outre être obligatoirement accompagné d'un autodiagnostic que vous pouvez réaliser vous-même ou confier à un organisme extérieur. Le jeune agriculteur qui s'installe en individuel n'a pas à réaliser cet autodiagnostic ; en revanche, le GAEC qui accueille un ou plusieurs JA devra en produire un.

Ces premiers éléments d'information permettront de caractériser votre projet selon le schéma suivant :



Votre demande devra alors, le cas échéant, être complétée d'éléments d'analyse complémentaires, ainsi qu'il suit :

- situation n°1 (la plus à risque) : étude économique prévisionnelle de type **Plan d'entreprise (PE) + approche globale de l'exploitation** ;
- situation n°2 : **approche globale de l'exploitation** ;
- situation n°3 : **étude prévisionnelle de type PE** ;
- situation n°4 : **l'autodiagnostic** suffit.

**L'étude prévisionnelle de type PE et l'approche globale doivent obligatoirement être réalisées par un organisme extérieur.**

#### **Précisions sur l'identification du demandeur**

Chaque usager est identifié par un N° unique. Ce N° est, dans le cas général, le N° SIRET. Si vous ne possédez pas de N° SIRET, rapprochez-vous du Centre de Formalité des Entreprises (C.F.E.) dont vous dépendez. Si vous ne pouvez obtenir un N° SIRET, contactez votre guichet unique.

Un code APE (activité principale exercée) est également demandé. Ce code, délivré par l'INSEE, permet de classer les entreprises par secteur d'activités.

Pour rechercher votre code APE :

[http://recherche-naf.insee.fr/SIRENET\\_Template/Accueil/template\\_page\\_accueil.html](http://recherche-naf.insee.fr/SIRENET_Template/Accueil/template_page_accueil.html)

**Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement de la part de l'Etat, des collectivités territoriales ou Agences de l'eau de l'attribution d'une subvention.**

**Vous pouvez démarrer vos travaux à réception de l'accusé de recevabilité de dossier, cet accusé de réception ne prévalant en rien d'une décision favorable d'attribution d'une subvention concernant votre dossier.** En cas de réponse défavorable à votre demande, vous avez toujours la possibilité de la renouveler, tant que vous n'avez pas démarré vos travaux.

L'engagement de l'aide est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année si le projet que vous avez présenté est retenu dans le cadre de l'appel à candidatures.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel, le montant définitif de l'aide sera calculé en fonction des travaux effectivement réalisés, plafonné au montant qui vous aura été accordé dans la convention d'attribution de l'aide.

## **2.2 Critères de sélection**

Les dossiers déclarés complets par le service instructeur seront notés selon la grille de sélection rappelée dans le cahier des charges de l'appel à projet et d'après les éléments que vous aurez fournis dans votre demande et dans l'autodiagnostic qui doit y être joint.

Cette grille de sélection est reprise dans l'annexe descriptive des actions de l'opération : vous devez cocher et justifier le (les) critères que vous mettez en avant pour prétendre à l'obtention d'une aide publique.

Le Service instructeur proposera une notation au comité de sélection, après analyse de votre dossier.

Attention, certains critères - notamment le critère 2 concernant l'amélioration des conditions de travail ou un changement d'organisation du travail - doivent être particulièrement argumentés : la mise en avant d'un gain de temps n'est par exemple pas suffisante pour activer ce critère (cf. guide de remplissage joint à l'autodiagnostic)

## **2.3 Rappel des délais**

Le guichet unique vous enverra un accusé de recevabilité de votre demande d'aide. Dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande d'aide, le guichet unique doit avoir constaté le caractère complet du dossier. En l'absence de réponse de l'administration à l'expiration du délai de deux mois, le dossier est réputé complet.

Le guichet unique procède à l’instruction de la demande dans un délai de six mois à partir de la date de déclaration de dossier complet.

Votre demande sera analysée par les différents financeurs, dans le cadre d’un appel à candidature. Chaque début d’année, sont définies les conditions de mises en œuvre, les priorités et le calendrier pour l’année en cours. Il est consultable sur le site de la Région ([www.laregion-alpc.fr](http://www.laregion-alpc.fr)) et sur le site dédié aux fonds européens ([www.europeenlimousin.fr](http://www.europeenlimousin.fr)) et le lien pour y accéder est présent sur le site de la DRAAF (<http://draaf.aquitaine-limousin-poitou-charentes.agriculture.gouv.fr/>).

Vous recevrez soit une (ou plusieurs) décision(s) juridique(s) attributive(s) de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Lorsqu’une décision de subvention vous a été notifiée, vous devez déclarer au guichet unique service instructeur la date de début des travaux (devis signé, acompte versé, etc.) sachant que vous disposez d’un délai d’un an à compter de la date de cette décision pour commencer les travaux ; passé ce délai, la décision est rendue caduque. Vous disposez ensuite d’un délai de deux ans à compter de la date de déclaration de début des travaux pour terminer votre projet ; passé ce délai, le reversement des acomptes perçus peut, le cas échéant, être demandé.

## 2.3 Versement de la subvention

---

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit déposer au guichet unique, au plus tard dans les trois mois suivant l’achèvement complet de l’opération, et **dans le respect des délais ci-dessus**, le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d’un décompte récapitulatif, des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs, attestation d’achèvement et de conformité des travaux, garantie décennale le cas échéant) et le éventuellement d’autres justificatifs précisés dans la demande de paiement.

Pour l’aide au titre du PCAE de l’Etat et/ou de la Région, deux acomptes peuvent être demandés sur justificatifs des dépenses dans la limite de 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde de la subvention est demandé à l’achèvement des travaux.

Une visite sur place pour constater la réalisation des travaux peut être effectuée au préalable par le guichet unique.

Si le guichet unique n’a pas reçu la demande de paiement du solde dans le respect des délais ci-dessus, il procède à la clôture de l’opération et définit, le cas échéant, le montant de l’aide à reverser.

Le paiement de la subvention est assuré par l’ASP. Il est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l’année.

La subvention du FEADER ne pourra vous être versée qu’après le paiement effectif des subventions des autres financeurs publics nationaux.

## 3. LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES SI VOUS NE RESPECTEZ PAS VOS ENGAGEMENTS

### 3.1 Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements

---

Des contrôles sur place sont effectués de manière inopinée. Le contrôleur doit constater l’exacte conformité entre les informations contenues dans votre demande et la réalité du projet réalisé. Pour le point 2, 2, 2 de vos engagements, le contrôle consiste à vérifier l’absence d’irrégularité constatée.

A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

### 3.2 Sanctions prévues

---

En cas de non respect, sauf cas de force majeure défini par le règlement n°1974/2006 modifié, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements fixés à l'article 12 de l'arrêté du 18 août 2009 relatif au plan de modernisation des exploitations d'élevage bovin, ovin, caprin et autres filières d'élevage, le bénéficiaire doit rembourser le montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité égale à 3 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de refus de vous soumettre à un contrôle administratif ou sur place, de défaut de maintien dans un bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides, de revente du matériel de mécanisation subventionné, de cessation d'activité avant la fin des engagements, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 5 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de fausse déclaration commise lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur.

En cas de fausse déclaration faite délibérément ou de fraude, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 25 % du montant de l'aide, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe. En outre, vous serez exclu du bénéfice de l'aide au titre de la même mesure, relevant du règlement de développement rural, pendant l'année civile du constat et pendant l'année suivante.

### 3.3 Cession

---

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation de l'investissement ou pendant la durée des engagements, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités. Néanmoins, le repreneur peut reprendre, aux mêmes conditions, les investissements et poursuivre les engagements souscrits pour la période restant à courir. Le transfert doit faire l'objet d'une demande écrite auprès du guichet unique pour acceptation.

Aucune aide ne pourra être recalculée à la hausse en cas de modification statutaire du demandeur.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP, la Région ALPC, les Départements et les Agences de l'eau pour ses bénéficiaires. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification pour les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au guichet unique.